

was opposed to certain features of the tariff. He was not himself altogether satisfied with the measure, but nevertheless he had confidence in the Government, and believed that they had devised the best measure possible under all the circumstances. They were obliged to raise additional revenue, and the only way they could do it was by imposing such duties as would be distributed over all sections. He doubted very much whether it was advisable to add to the fifteen per cent duties at the present time. As a representative of a lumbering district he was opposed to a tax on timber; and it was probable that the Government would be obliged to resort to such a step, should they not be allowed to pass the present measure. He had been, he must confess, much surprised at the statement of the hon. member from Halifax (Mr. Miller) that English coal could be bought so much cheaper than the Nova Scotia article in the Quebec market.

Hon. Mr. Mitchell said that it was a mistake to say that any ship would bring the coal simply as ballast.

Hon. Mr. Miller had made his statement on the best authority.

Hon Mr. Skead was of opinion that unless the Nova Scotia dealers produced coal cheaper, they could not expect to get the Canada trade.

Hon. Mr. Miller remarked that they could not get it under existing circumstances.

Hon. Mr. Skead said that it was obvious to him that the national policy would work to the advantage of the country if it was properly carried out, and he believed it to be the duty of the representatives of all sections to assist it; and under any circumstances, if it did not operate beneficially, it could soon be repealed. It was a wise policy, at the present time, to direct all our legislation towards the object of creating trade between the several Provinces constituting the Dominion. The present measure was a step in that direction, and was therefore an experiment worthy of trial. The Senate should also bear in mind the fact that if it rejected the Bill before it, it would subject the House of Commons to much inconvenience, by delaying the progress of public business, and keeping members for some time longer from their homes and private affairs. He was not prepared to assume the responsibility of bringing the two Houses into collision with each other, at a time when it was so desirable to bring the public business to a close. In conclusion, he must observe that he was desirous of seeing every Custom House on the frontier abolished and free trade established between Canada and the world. Direct taxation was, after all, the true principle of meeting public

à certains aspects du tarif. Lui-même n'est pas tout à fait satisfait de la mesure, mais néanmoins il a confiance dans le Gouvernement et croit que celui-ci a, eu égard aux circonstances, mis au point la meilleure mesure possible. Le Gouvernement est obligé de trouver des revenus supplémentaires et la seule façon de le faire est d'imposer des droits qui frapperont également toutes les parties du Canada. Il doute fort, quant à lui (M. Skead) qu'il soit à conseiller de majorer actuellement les droits à 15%. En tant que représentant un district où l'on pratique l'abattage du bois, il est contre une taxe sur le bois et il est probable que le Gouvernement devrait y recourir s'il n'était pas autorisé à adopter la présente mesure. Il dit avoir été très surpris d'entendre le représentant d'Halifax (M. Miller) déclarer que l'on pouvait acheter de la houille anglaise à bien meilleur marché que la houille de la Nouvelle-Écosse sur le marché québécois.

L'honorable M. Mitchell fait remarquer qu'il est faux de dire qu'un navire peut apporter du charbon au lieu de ballast.

L'honorable M. Miller dit s'être renseigné à bonne source avant de le dire.

L'honorable M. Skead est d'avis qu'à moins de produire leur charbon à un prix plus bas, les marchands de la Nouvelle-Écosse ne peuvent espérer le vendre au Canada.

L'honorable M. Miller note qu'ils ne peuvent compter là-dessus dans les circonstances actuelles.

L'honorable M. Skead dit qu'il est évident, à son avis, que la politique nationale serait avantageuse pour le pays si elle était appliquée comme il se doit, et qu'il incombe aux représentants de toutes les régions de travailler à cette fin; de toute façon, si elle s'avère peu avantageuse, elle peut être vite abolie. Il est bon, à l'heure actuelle, d'adopter des mesures législatives visant à encourager des échanges commerciaux entre les diverses provinces du Dominion. La mesure actuelle représente un pas dans cette direction et donc une expérience utile à tenter. Le Sénat devrait également songer au fait que son rejet du projet de loi à l'étude entraînera des inconvénients pour la Chambre des Communes et retardera la marche des affaires publiques ainsi que le retour des membres à leur foyer et à leurs affaires privées. Il n'est pas prêt à se rendre responsable d'un désaccord entre les deux Chambres à un moment où il est tellement souhaitable d'expédier les affaires publiques. Pour finir, il doit déclarer qu'il souhaite voir abolir tous les bureaux de la douane sur la frontière et le libre-échange établi entre le Canada et le monde. Après tout, les dépenses publiques devraient en principe être supportées par les contributions publiques; toutefois,